

Nous, personnels de recherche de l'Institut de Biologie Physico-Chimique (IBPC), souhaitons, par ce texte, dénoncer les atteintes portées à la recherche publique et à l'enseignement supérieur au nom de l'austérité budgétaire.

Depuis 2018, la part du PIB consacrée à la recherche publique a diminué, passant de 0,81 % à 0,74 %, et reléguant la France de 6^{ème} en 13^{ème} place mondiale en termes des publications en une décennie. C'est un taux inacceptable pour un pays ambitieux où l'on nous assure que « *ici, la recherche est une priorité* ». Chaque année, nous subissons des coupes budgétaires : la mission interministérielle Recherche et Enseignement supérieur (MIRE) a ainsi perdu 680 millions d'euros pour la recherche publique en 2024, et 410 millions en 2025. Désormais, la direction du CNRS, notre tutelle commune à l'IBPC, tente même de financer son budget en puisant dans les fonds de réserve déjà présents dans nos laboratoires, à hauteur de 20 millions d'euros en 2026. Les universités, de leur côté, tirent la sonnette d'alarme depuis plusieurs années : ces coupes affectent non seulement la recherche, mais aussi l'avenir de nos futures générations, tandis que le ratio étudiants/enseignants-chercheurs ne cesse d'augmenter.

Ces mesures ne sont pas une nécessité économique, mais le résultat de choix politiques austeritaires. Plutôt que de relever les défis auxquels le pays est confronté, elles accélèrent son déclin en tant qu'acteur majeur mondial de l'innovation et de la production de connaissances.

Nous nous y opposons fermement et exigeons :

- Une augmentation relative des financements de la recherche publique, fixée à au moins 1 % du PIB, afin de garantir l'excellence scientifique de la France ;
- Une garantie de préservation des financements planifiés et alloués aux laboratoires, pour permettre une planification scientifique à long terme.

Signé :

Le personnel de l'IBPC, lors de l'Assemblée Générale du Personnel le 07/07/2026

L'ancien Directeur de l'IBPC, Pierre Joliot, professeur émérite au Collège de France

L'ancien Directeur de l'IBPC, Francis-André Wollman